

Bâtiment Le Prieuré
165 Route de Chambéry
73370 LE BOURGET DU LAC
Tel. 04 79 25 20 32 Fax. 04 79 25 32 26
Mail : info@cen-savoie.org

**RESTHALP +- RESTAURATION ECOLOGIQUE D'HABITATS DANS
LES ALPES - PROJET PASSERELLE**

**Commune :
Saint Alban d'Hurtières (73220)**

Éradication de Renouées du Japon dans une prairie alluviale sèche

Marché à procédure adaptée de travaux

**R.C.
REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

1 – Date limite de remise des offres :

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat et téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.cen-savoie.org/offres-consultations>

Rendu du dossier de consultation : **avant le vendredi 16 décembre 2022
avant 12 h dans le site ci-dessous :**

(voir point 4 - Conditions d'envoi des plis)

1 2 - Présentation des candidatures et des offres :

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Pièces de la candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)** pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous, mais transmis en pièces jointe :

- **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à L.653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger;
- **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.
- **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- **que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.**

Les renseignements concernant **la capacité économique et financière de l'entreprise tels que l'ordonnance N°2015 – 899 du 23 juillet 2015 – Art 102 :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
Les renseignements concernant **les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus dans l'ordonnance N°2015 – 899 du 23 juillet 2015 – Art 102 :**

- Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des deux dernières années, indiquant le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage, l'année de réalisation, la description précise des prestations réalisées et le montant du projet.

Les candidats se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation de travaux dans les domaines suivants :

- Travaux dans ou au bord des écosystèmes aquatiques.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- Le contrat, complété daté et signé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), daté et signé,
- Le Détail Quantitatif Estimatif complété,
- Le Bordereau des Prix Unitaires,
- La proposition technique et financière détaillée fournie par le candidat,
- Tout document que le candidat jugera utile à la compréhension de son offre (annexes de sous-traitances si nécessaires...).

3 - Critères de jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Valeur technique de l'offre *	45 %
Prix des prestations **	55 %

Système de notation :

* Le critère « Valeur technique de l'offre » sera jugé à l'appui d'un mémoire technique comportant les éléments d'appréciation suivants :

- démarche et méthodologie proposées, phasage, mise en œuvre des matériaux (4 points),
- moyens mis en œuvre pour la protection du milieu aquatique (2 points),

- moyens humains et matériels mis en œuvre pour exécuter les prestations (références similaires, composition de l'organigramme, compétences de chacun des membres (fournir les CV, tâches affectées), temps affecté par ressource et pour chaque phase de la mission... (3 points),

- programme d'exécution des travaux, planning, (1 point).

Pour ce critère, le candidat obtiendra une note technique initiale sur 10. Le candidat ayant obtenu la meilleure note technique obtiendra la note de 10/10.

Ensuite, la note du candidat sera pondérée au vu de la formule suivante :

$$\text{Note technique pondérée} = 10 \times \text{note technique du candidat} / \text{note technique initiale du mieux disant.}$$

Le candidat obtiendra donc une note technique pondérée sur 10 et qui sera ensuite affectée du coefficient correspondant **(45%)** pour donner la note technique finale.

** La note du critère « Prix des prestations » sera jugé à l'appui de la décomposition de prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).
Il sera appliqué la formule suivante :

$$\text{Note} = 10 \times \text{montant de l'offre (TTC) la moins-disante} / \text{montant (TTC) de l'offre du candidat}$$

Le candidat obtiendra donc une note sur 10 et sera ensuite affectée du coefficient correspondant **(55 %)** afin de lui donner une note financière finale.

La note finale sera la somme de la note technique finale et de la note financière finale. L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle obtenant le meilleur classement (note finale la plus élevée).

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation avec les candidats classés en première et deuxième position.

4 - Conditions d'envoi des plis

En plus du coût pour chaque prestation présentée, l'offre devra faire apparaître les informations demandées dans la rubrique « Jugement des offres – Valeur technique » dans un document synthétique.

L'offre sera à envoyer par courrier ou par courrier électronique :

Conservatoire d'Espaces Naturels Savoie :

Bâtiment Le Prieuré 165 route de Chambéry 73 370 – Le Bourget du Lac

à : a.culat@cen-savoie.org et info@cen-savoie.org

Contact technique : Conservatoire d'espaces naturels Savoie
Alban Culat 04 79 44 44 47 ou 06 30 48 85 84
a.culat@cen-savoie.org

Il pourra être **remis directement contre récépissé** ou, s'il est envoyé par la poste par **lettre recommandée avec accusé de réception**, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées, à l'adresse suivante :

Conservatoire d'Espaces Naturels Savoie
Bâtiment Le Prieuré
165 route de Chambéry
73 370 LE BOURGET-DU-LAC

du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

Toute offre transmise ne respectant pas les conditions d'envoi et de remise des offres ne sera pas retenue.

Renseignements / Informations

Informations :

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat, le DCE est transmis par voie électronique

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.